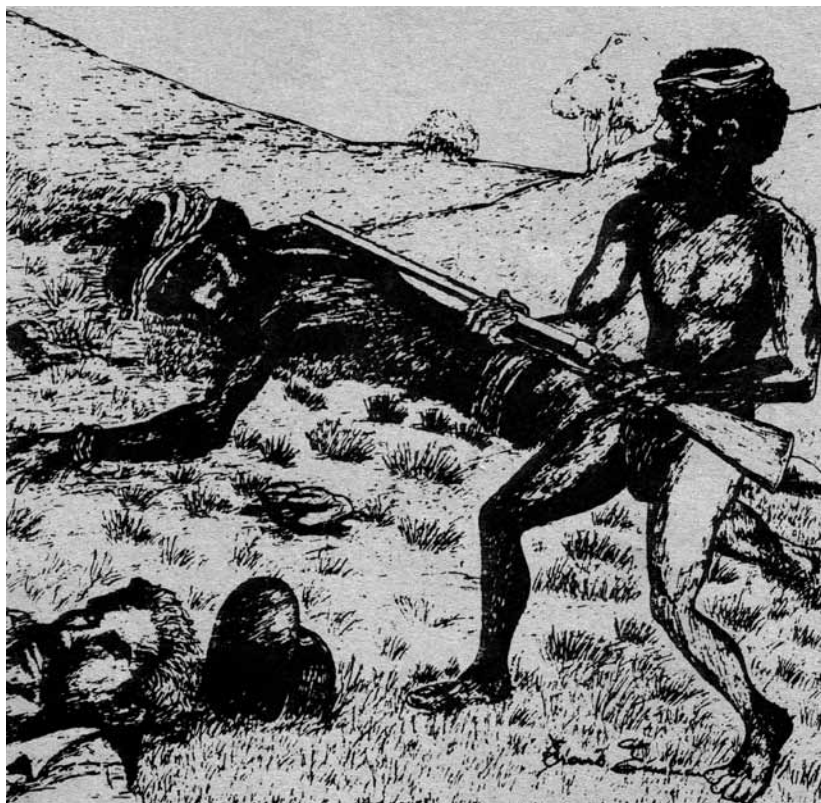


KAMO!



RÉVOLTE DE 1878

André Dréan

PREMIÈRE ÉDITION: MAI 1983
DEUXIÈME ÉDITION: MAI 2016

Comment ne pas ressentir un violent sentiment de haine devant les ignominies étalées par les médias au lendemain du massacre d'Ouvéa ? Jappements satisfaits de la soldatesque, prenant la pose devant les cadavres comme à un safari, larmes de crocodile des démocrates moralisateurs, trop contents que des martyrs leur permettent une fois encore de sortir de leur trou à rats, rien n'a manqué au répugnant spectacle politique. Ils se croient revenus aux beaux jours de l'Empire colonial, tous ces vampires ! Quelle dérision, s'il n'y avait eu tous ces morts et toutes ces tortures. A chaque crise coloniale, la civilisation moderne révèle au grand jour ce qui la fonde : la barbarie de la marchandise et de l'État.



Depuis plus d'un siècle, les Mélanésiens goûtent les charmes de la mission civilisatrice de la France. Bien sûr, les sociétés pré-coloniales en Mélanésie étaient loin d'être des paradis naturels. La France a affermi sa domination en s'appuyant sur les rivalités de prestige au sein et entre les clans. Elle a utilisé les ambitions de certains chefs de clan pour s'en faire des auxiliaires contre ceux qui refusaient la soumission. Ces clans étaient des communautés de plusieurs familles, fondées sur le mariage exogamique et patrilocal. Issu en principe d'un même ancêtre mythique, surgi d'un tertre, le clan se consolidait souvent par les guerres et les adoptions. A la mort du chef de famille, le droit de jouissance du sol familial se transmettait à ses descendants, sous l'autorité du fils aîné. Coutume qui s'apparentait plutôt à un droit d'usage qu'à un droit d'héritage : la parcelle n'appartenait à la famille que dans la mesure où elle la cultivait, en collaboration avec d'autres familles. Don et contre-don restaient la base des échanges. Le chef de clan lui-même ne pouvait s'y soustraire. Sans droit de propriété sur les terres des familles, il occupait pourtant déjà une position dominante. Il était le « maître de la parole », personnifiant toute la vie passée et présente du clan, gérant les terres vacantes, organisant les relations avec les étrangers et décidant de la guerre et de la paix. Mais, en dépit de toute cette hiérarchie clanique, centrée autour du

K A M O !

chef coutumier mâle, l'esprit du « kamo » mélanésien restait actif. C'est au nom du « kamo » que les Mélanésiens rejetaient, et rejettent encore, l'idée d'un monde domestiqué, dans lequel les êtres vivants, les hommes comme les autres êtres de la nature, sont réduits à l'état d'objets inertes.

La France ne pouvait que combattre implacablement ces entraves à l'accumulation du capital : l'absence de rente foncière, le refus des activités productives qui épuisent la terre et les hommes, l'esprit de fête et les relations humaines fondées sur la réciprocité. Le mythe du mauvais sauvage, inculte et étranger à l'histoire humaine parce que sans État, justifiait la férocité de la conquête. Expropriation de la terre ancestrale au profit des colons ; saccage des forêts et des jardins par l'élevage extensif et la recherche de nickel ; interdiction des échanges coutumiers entre les îles du Pacifique Sud pour favoriser le commerce de traite ; déportation des clans dans des réserves et regroupement artificiel en tribu ; obligation de payer l'impôt de capitation et d'effectuer les corvées sous le contrôle de l'armée et de la chefferie de tribu mise en place par l'administration ; extermination des nombreux rebelles par les armes ; abêtissement des rares survivants désespérés par l'alcool et le christianisme ; toute la violence concentrée de l'État fut employée pour disloquer les antiques communautés mélanésiennes et faire pénétrer les dieux modernes de la civilisation : les marchandises et l'argent. C'est cette même bourgeoisie républicaine qui ose s'indigner vertueusement des horreurs des régimes fascistes en Europe. Elle leur reproche essentiellement d'avoir appliqué à des civilisés les procédés de « solution finale » qu'elle utilise depuis toujours sur les sauvages.

Fanatique de la centralisation forcenée de l'État, la bourgeoisie française a toujours compté sur la force brutale pour compenser la débilité de sa base sociale contre ses concurrents anglo-saxons et la faiblesse de ses investissements de capitaux aux colonies. D'où son acharnement à défendre ses annexions et à rejeter toute intégration politique des « indigènes ». A défaut de pouvoir les exterminer tous, il suffisait de les laisser crever à petit feu dans les réserves, encadrés par le gendarme, le missionnaire et le chef de tribu. Illusion typique du beauf en casque colonial. Celui qui est atteint de cette maladie pernicieuse, bien française, du crétinisme politique devient sourd et aveugle, imperméable à la réalité la plus aveuglante. Le Code de l'indigénat est sa Bible. Pour les Caldoches, ce monde glauque de petits bourgeois coloniaux de Nouméa ou de la brousse, les réserves n'existent pas. Tout cela

K A M O !

donne à la colonisation française son cachet parasitaire. Elle avilit bien plus le maître que l'esclave. La civilisation du Caldoche, comme tout autre colon de vieille souche, est avant tout l'art de se dégrader soi-même. Les coups de trique sur le dos du boy, l'avachissement par le bordel, le célèbre cocktail colonial « quinine-whisky » et le tennis forment toute sa sagesse.



Pour ce beau monde, les explosions sociales de ces dernières années ont éclaté comme un cyclone sous les tropiques. Les hurlements haineux contre les terroristes kanaks payés par l'étranger, écho amplifié du délire étatique de métropole, se sont déchaînés. Comme s'il s'agissait simplement d'une violence politique ! En réalité, les fusillades contre les gendarmes, les incendies de fermes et les autres formes de sabotage sont l'expression d'un profond mouvement social qui mûrit en Calédonie depuis longtemps.

Depuis des décennies, les Mélanésiens de la Grande Terre et des îles ont su utiliser les contradictions de la colonisation française pour reconstituer leurs forces saignées à blanc. La guerre du Pacifique, pendant laquelle tous leurs ennemis s'entre-tuèrent et s'affaiblirent, leur fut favorable, malgré l'occupation américaine de l'archipel. Dès la Libération, devant la déliquescence des Caldoches, l'État français prit des mesures d'urgence : « Refaire du Blanc en Calédonie », octroyer la citoyenneté française aux Kanaks et supprimer le Code de l'indigénat. Au moment de la décolonisation gaulliste de l'Afrique et du « boom du nickel », la nécessité de généraliser les rapports monétaires et le besoin de calmer les « indigènes » firent surgir le grand plan d'État sur la valorisation des réserves. Dans l'esprit de ses auteurs, ce plan devait achever la destruction des échanges fondés sur la réciprocité, accélérer la polarisation des Mélanésiens en classes et permettre l'expropriation définitive des terres des « tribus » au profit de propriétaires privés, étrangers ou kanaks déjà assimilés. L'idée de créer de toutes pièces, par décret et injection de crédit, une classe de petits propriétaires fonciers ne pouvait naître que dans le cerveau de bureaucrates parisiens.

Ces gens vivent dans un monde totalement réifié : celui de l'économie politique. Ils ont oublié un seul détail : l'esprit du « kamo » toujours présent, hostile à la propriété privée. Les « exclus » ont fait des réserves des foyers de résistance à la pénétration du capital. Grande est la misère sociale en leur

sein. Ils sont souvent obligés de se salarier, au moins temporairement, pour survivre. Ils n'échappent pas au besoin d'argent. Mais ils sont loin de la situation misérable que nous connaissons dans les pays civilisés : la soumission à ce besoin comme une nécessité fatale à laquelle il est impossible d'échapper sous peine de périr. C'est pourquoi, ils retournent contre l'État les mesures libérales grâce auxquelles il espère les calmer. Celles-ci n'intéressent que les notables canaques, éleveurs, commerçants, missionnaires, fonctionnaires, etc. La résistance au travail est telle que la société « Le Nickel » doit faire appel à la main d'œuvre étrangère, a priori plus docile, d'origine indonésienne, vietnamienne et métropolitaine. Mais la lutte se concentre autour de la question de la terre : occupations de parcelles de propriétaires absentéistes et de spéculateurs ; opposition aux expropriations ; refus des cultures intensives de café et reprise des cultures vivrières ; incendies des stations d'élevage et grèves dans les fermes de broussards ; destruction des hôtels touristiques installés sur les terres sacrées et reprise des rassemblements coutumiers sur leur sol ; interdiction pour la gendarmerie, les fonctionnaires et de façon générale pour les Caldoches et les Canaques intégrés de pénétrer dans les réserves ; voilà l'activité des rebelles mélanésien qui surgit de leur vie de tous les jours. Le fantasme du complot terroriste sert seulement à justifier la répression sauvage de l'État.

Cette rébellion se fait souvent au nom du « rétablissement des clans dans leurs droits ». Dans la mesure où cela implique la destruction des relations bourgeoises de propriété qui se sont constituées par l'expropriation des terres ancestrales, on ne peut être que d'accord. Mais exiger de jouir d'une parcelle sous prétexte que l'on est le descendant d'un ancêtre, plus ou moins imaginaire, c'est jouer avec le feu : le droit d'héritage. A ma connaissance, il y a déjà eu pas mal de conflits entre héritiers autour du partage des sols. C'est une entrave à la suppression de toute forme de propriété. Quoi qu'il en soit, beaucoup de Mélanésien veulent se battre contre ce monde, sans se replier sur eux-mêmes. Plus d'un siècle d'histoire coloniale est passée par là. L'absence de critique envers le passé pré-colonial est surtout le fait des vieux. Les jeunes remettent en cause bien des coutumes pesantes des clans. Toute communauté tend à subordonner les individus à des règles communes figées, à maintenir la coutume pour la coutume même lorsque les conditions historiques qui lui donnent un sens ont disparu. Ces rebelles veulent briser l'apartheid social qui les étouffe, en puisant dans leur passé ce qui est né-

K A M O !

cessaire pour vivifier leur lutte présente contre la puissance qui les écrase. Je suis le dernier à le leur reprocher.



Je crains que cette révolte ne reste prisonnière de la situation qui l'a engendrée : l'opposition des Caldoches à toute réforme, économique et politique, qui lèse leurs intérêts particuliers, très liés à l'actuel système colonial. Pourtant, l'intérêt général de l'État français exige la modernisation de ce système archaïque pour étouffer les foyers d'explosions. Les gérants politiques les plus en pointe du capital l'ont bien compris. Il est nécessaire de lâcher du lest : autonomie, voire indépendance. C'est à ce prix que « la France peut jouer son rôle dans le Pacifique Sud », d'après Pisani. Cela s'est déjà vu en Mélanésie. Des mouvements sociaux, parfois très violents, comme les émeutes en Papouasie, se sont réduits à des mouvements politiques lorsque la puissance colonisatrice a réalisé les réformes nécessaires. Pas mal de colons y perdent des plumes. Mais le capital, comme force sociale universelle, y gagne momentanément.

Les Mélanésiens, longtemps exclus de l'histoire officielle de ce monde, veulent se réapproprier leur propre histoire, la créer sans s'y enfermer. Ils sentent l'importance de dépasser les antiques antagonismes et de réaliser leur unité contre l'ennemi commun : la France. Mais leur grande illusion sur « le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » n'exprime que l'aliénation de ce désir, le besoin d'une existence politique. Un citoyen est un animal politique domestiqué. Est-ce le but d'un fier et libre « kamo » ? L'enfermement dans les frontières de « l'identité kanak », en se coupant de son histoire et de celle des autres hommes qui luttent contre ce monde ? Les insurrections primitives des clans gardaient peut-être une certaine étroitesse d'esprit. Au moins, elles étaient indifférentes à toute revendication politique. Il serait grave, sous prétexte d'en critiquer les faiblesses, d'oublier ce qui faisait leur force. L'idée même de la « Kanaky » est le résultat de l'histoire coloniale de la Mélanésie, acceptée sans esprit critique. Le terme de « Kanak » n'est pas d'origine mélanésienne, mais polynésienne. C'est une invention de missionnaires. Autrefois, il était rejeté par les rebelles comme l'insulte méprisante du colonisateur à l'égard des « indigènes ». Maintenant, leurs descendants l'acceptent comme symbole de leur « identité nationale ». Exiger la « souve-

K A M O !

raineté du peuple kanak », c'est en réalité reconnaître le fait accompli, ne pas le remettre en cause dans son fondement et finalement s'en accommoder.

Par l'annexion et le partage des îles du Pacifique Sud, les États européens concurrents ont malgré eux déblayé le terrain pour la formation d'État locaux. Pour consolider leur domination, ils ont disloqué tous les antiques échanges coutumiers et introduit les échanges marchands modernes. De ce fait ils ont favorisé l'émergence d'une bourgeoisie indigène qui veut se libérer de leur pesante tutelle. Le FLNKS est le représentant politique de cette tendance sociale bourgeoise, visant à la création d'un État national. L'État issu d'une décolonisation ne résout jamais les problèmes, sociaux ou politiques, légués par le colonisateur. Il est l'exécuteur testamentaire de son gâchis qu'il doit gérer. Dès que l'on passe de l'abstraction « souveraineté du peuple », cet illusoire dépassement des conflits de classe, à sa réalisation concrète, tous les problèmes oubliés et refoulés remontent à la surface : tensions frontalières, etc. De la liberté proclamée, il ne reste que des libertés politiques. Comme le dit le président du FLNKS, Tjibaou : « Pour un petit pays comme le nôtre, l'indépendance, c'est de bien calculer les interdépendances. » C'est la liberté de se soumettre aux impératifs du marché mondial, indépendamment de tel ou tel protecteur. Belle liberté que de choisir son maître !

Les notables du FLNKS savent bien qu'il est impossible de soutenir l'enthousiasme de leurs troupes pour la présente « cause du peuple kanak » sans jouer avec la nostalgie à l'égard du passé pré-colonial. Le mythe du bon sauvage a déjà servi de base au travail des pasteurs et des curés lors de la conquête : apaiser l'âme tourmentée de « l'indigène » par la promesse du retour au paradis originel dans un monde meilleur. Aujourd'hui, tous les gestionnaires modernistes du boubier calédonien sont soulevés d'enthousiasme par ces visions moralisatrices. Le plus archaïque est en même temps le plus moderne. Politiciens éclairés, syndicalistes, ethnologues, philosophes, missionnaires et autres philanthropes « amis du peuple kanak » ne tarissent pas d'éloges sur les vertus naturelles de la vie clanique. Il s'agit de « combiner tradition et modernité », c'est-à-dire d'utiliser tout ce qui peut l'être pour maintenir la domination du capital. L'apologie du passé est maintenant devenue une condition de la présente modernisation en Calédonie.

En faisant rêver les rebelles sur ce tableau idyllique, ces gens espèrent sans doute leur faire oublier les antagonismes qui opposent les Mélanésien entre eux. En effet, tous les objectifs des managers du FLNKS, et de leurs

K A M O !

groupies post-modernistes en France, se réduisent à la gestion des sacrosaintes « forces productives » du capital, du café au nickel. La référence aux communautés claniques est là pour amuser la galerie. La forme des rapports sociaux est « kanak ». Le contenu, c'est le capital. L'État national devra toucher une rente foncière provenant des profits des capitaux, étrangers ou locaux, investis dans le sol et le sous-sol. Quelques mots blessants comme celui de réserve seront rayés du vocabulaire. A la place, il y aura des coopératives de production et de consommation de marchandises. Pour le reste, on occupera les gens avec « la revalorisation des valeurs culturelles kanaks ». La folklorisation du mythe, l'achèvement de sa séparation comme culture marchande à usage du Club Méditerranée, devra permettre, peut-être, de consoler les révoltés d'avoir tiré les marrons du feu pour les bourgeois kanaks. L'État national ne peut s'affirmer sans nier totalement l'esprit du « kamo ».



Même si la France n'est plus une grande puissance, les traditions de ses morts pèsent lourd sur le cerveau de ses enfants. Le mépris paternaliste à l'égard des populations colonisées par ses soins tourne encore à l'hystérie chauvine, lorsqu'elles font mine de se révolter. La mentalité caldoche est un concentré de celle des beaufs métropolitains. Délirer sur les coutumes plus ou moins barbares des Mélanésiens, c'est justement la coutume des petits Blancs en France. Ces gens créent eux-mêmes leur propre situation misérable. Ils ne peuvent se l'avouer. Ils ont besoin de boucs émissaires. Ils se valorisent à leurs propres yeux en s'identifiant aux exploits coloniaux de l'État. Exploits pourtant peu héroïques ! Des commandos de choc, armés jusqu'aux dents, se jettent sur une poignée de rebelles.

Mais le peuple français veut vivre en paix dans ses foyers. C'est pourquoi la machine d'État déclare en son nom la guerre à ceux qui troublent la sérénité de la vie privée, à Paris comme Nouméa. Sécurité oblige. Aujourd'hui, la plupart des gens ne demandent qu'une seule chose : la résolution des questions publiques angoissantes par-dessus leur crâne. Ils ne veulent surtout pas lever le nez de leur travail et de leurs loisirs bien programmés. Là-haut, dans les nuages du pouvoir d'État, on pense et on agit pour eux. Il existe des spécialistes de la gestion des sales affaires. Ils ont voté pour ça. Le reste ne les concerne pas. A défaut d'un grand enthousiasme patriotique, le pouvoir

K A M O !

d'État peut compter sur une veule complicité de la masse des citoyens. Cela lui suffit bien pour le moment. Il peut donc faire preuve du plus grand cynisme politique. En qualité de pseudo-médiateur des conflits, placé au-dessus de la société, il envoie des « missions de conciliation » en Nouvelle-Calédonie. Les phrases ronflantes sur la nécessité de la démocratie se réalisent en fait par l'état de siège le plus rigoureux : un Français en uniforme pour cinq Mélanésiens, enfants, femmes et vieillards compris ! Quelle malheureuse époque de repli sur soi, d'indifférence et d'impuissance générale ! A part quelques exceptions, les individus semblent avoir perdu tout ressort. Ce sont les mêmes adeptes de la politique de l'autruche qui taxent de « politique » les moindres tentatives de dépasser la débilité journalière. Pauvres Mélanésiens ! Pauvres de nous !

Il n'en reste pas moins vrai que la tentative de réchauffer l'idéologie du soutien à la lutte de libération nationale est vouée à l'échec. Elle a fait faillite depuis longtemps. Elle pouvait exister à l'époque où la politique prétendait dominer despotiquement l'ensemble de la vie sociale. J'ai trop connu cette époque de grandes guerres nationales, de l'Algérie au Vietnam, pour avoir envie de la revivre, de rejouer le rôle de l'activiste politique. L'aliénation politique s'est réalisée jusqu'au bout. Il en résulte une sorte de gestion des affaires courantes, un possibilisme politique modernisé pour managers. Je laisse donc les appels solennels au peuple français, et les cérémonies rituelles dans les rues de Paris qui en découlent, aux Tjibaou et aux héritiers de Sartre. Ces derniers se sentent si nuls qu'ils recherchent sans cesse une puissance extérieure pour justifier leur rôle de souteneurs professionnels. Quand on cherche des causes à soutenir, on finit par en trouver, quitte à s'illusionner sur elles. La faiblesse puise toujours sa force dans la croyance au mirage démocratique. Quant à moi, je n'ai aucune cause à défendre. Partons de nos propres désirs et besoins de révolte. Nous pourrions alors nous rapprocher de ceux qui combattent notre ennemi commun : le capital, qu'il soit français, kanak ou de toute autre nationalité.

Pour toute correspondance:
nuee93@free.fr



PRIX EN LIBRAIRIE: 1 EURO